

**Philippe TREMBLAY**  
vice-président, juge des libertés et de la  
détention

**N°RG : N° RG 20/00951 - N° Portalis**  
**DBYB-W-B7E-MX6K**

**Minute n° : 20/00747**

Nous Philippe TREMBLAY, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assisté de Julie SCHMITT, greffier,

Vu la décision de réadmission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 20 août 2020,

concernant :

Vu la saisine en date du 26 Août 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 27 Août 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- 

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 28 Août 2020,

Vu le courrier du docteur Delphine CAPDEVIELLE en date du 31 août 2020 indiquant qu'à la suite de la découverte d'un cas COVID+ parmi les patients de la clinique Euzière, cette unité a été confinée, qu'il est fortement déconseillé que les patients hospitalisés sur la clinique Euzière puissent se déplacer dans le CHU et se rendre au tribunal et demandant donc une analyse de leur situation sur dossier,

Après avoir entendu, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, Maître Chloé PION RICCIO, avocat désigné d'office, représentant patient hospitalisé à la clinique Euzière,

Vu les observations présentées par écrit par Maître Chloé PION RICCIO qui a déposé des conclusions visées par le greffier,

L'avocat de l'intéressé a consulté la procédure.

L'intéressé a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure.

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations

L'avocate soutient ses conclusions.

Je soulève une nullité tenant à l'absence d'information. C'est un patient qui est en ambulatoire depuis janvier 2020. Je n'ai aucune notification depuis février 2020 des décisions mensuelles. Cette absence fait grief car quand la personne est informée de la décision, elle est aussi informée de la possibilité de saisir le juge des libertés et de la détention. Je soulève une irrecevabilité de la saisine car l'avis médical motivé a été fait une semaine avant l'audience.

La décision est mise en délibéré au 31 août 2020 dans l'après-midi.

Vu le courrier de Monsieur reçu en cours de délibéré,

## MOTIFS DE LA DECISION

L'article L3211-3 a) du code de la santé publique dispose que toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement est informée le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état de la décision définissant la forme de la prise en charge.

L'article L3216-1 du même code dispose que l'irrégularité affectant une décision administrative de soins sans consentement n'entraîne la mainlevée de la mesure que s'il en est résulté une atteinte aux droits de la personne qui en faisait l'objet.

L'avocate du patient indique qu'aucune pièce du dossier ne permet de constater que les décisions mensuelles ont été notifiées ni que les observations de celui-ci ont été recueillies.

Tel est, en effet, le cas, notamment des décisions des 12 février, 19 février, 20 mars, 20 avril, 19 mai, 19 juin, 20 juillet et 21 août derniers.

Ces irrégularités portent atteinte aux droits de ce patient puisque celui-ci réfute le bienfondé du traitement.

Il convient, par conséquent, d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

## EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)

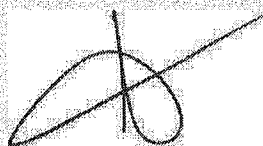
Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 31 Août 2020 par Philippe TREMBLAY, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention




Mentions de notification le 31 Août 2020 :

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 31 août 2020 à 15H35

Le greffier 

  
Stéphane DERRIS  
VICE-PROCUREUR

Nous,  , procureur de la République, déclarons :  
☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision  
☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature :

